

Luttons pour un avenir décent !

De la LRU aux mesures actuelles

Il y a un an, les étudiants se mobilisaient pour le retrait de la loi LRU, pour trois raisons principales :

- La soumission de nos universités aux intérêts privés découlant de l'autonomie financière accordée par la loi.
- La gestion des facs sur le modèle de l'entreprise basée notamment sur le fait que le président détient à présent tous les pouvoirs.
- Les attaques contre le statut d'enseignant-chercheur avec en particulier la possibilité d'embauche massive de contractuels.

Les mesures contre lesquelles nous nous mobilisons aujourd'hui sont dans la droite ligne de cette loi : le gouvernement veut précisément faire passer un décret remettant profondément en cause le statut d'enseignant-chercheur.

Nous exigeons dès à présent

(extrait de l'appel unitaire MJCF, MJS, PDG) :

- l'annulation des suppressions de postes dans l'Enseignement supérieur et la Recherche.
- le retrait de critères basés sur le mérite pour toute aide sociale aux étudiants ou progression dans leur formation.
- la remise à plat de la réforme des critères de financement des universités.
- l'abandon du projet de modification du décret du 6 juin 1984 sur le statut des enseignants-chercheurs.
- la reconnaissance qualifiante des 2 ans de formation à l'IUFM des futurs enseignants au lieu d'une mastérisation imposée à marche forcée qui liquide leur formation professionnelle et va exclure les étudiants les plus modestes de la possibilité de présenter les concours de l'enseignement.
- l'annulation des baisses de postes ouverts au concours de l'enseignement pour 2009.

Les conséquences pour les étudiants sont très lourdes ! Avec leur statut actuel, les enseignants chercheurs ont deux mi-temps, l'un d'enseignement, l'autre de recherche. Cette réforme casse l'équilibre : un universitaire dont les recherches ne rapporteront pas assez de financements à court terme sera privé d'une partie de son temps de recherche et fera plus de cours. Ainsi, cette réforme fait de l'enseignement une punition, et coupe les enseignements de la recherche : certains profs crouleront sous les cours, démotivés, les autres feront de la recherche sans enseigner, donc sans former les étudiants à la recherche. **Ni les étudiants, ni la recherche n'ont à y gagner.**

Les autres projets du gouvernement vont dans le même sens : suppression de 900 postes, dégradation de la formation des enseignants avec la mastérisation des concours et la suppression des IUFM, financement des universités à la performance, multiplication des bourses au mérite à la place de celles sur critères sociaux. **Et cette liste n'est pas exhaustive !** Par exemple, de sérieuses menaces pèsent également sur les CROUS.

Ces attaques contre le service public d'enseignement supérieur fait partie d'autres mesures que Sarkozy et les capitalistes nous font subir depuis leur arrivée au pouvoir.

Partout dans le monde, étudiants et salariés ont un ennemi commun : le capitalisme !

Les projets du ministère sont d'autant plus une nécessité pour tous les capitalistes que le pays est plongé dans sa plus grande crise depuis les années 30. Mais nous aurions tort de croire que ces attaques sont seulement dues au gouvernement français. En effet, En Italie, en Espagne, en Allemagne, en France, en Grèce, au Chili, au Mexique, au Salvador, au Maroc... les étudiants sont en train de livrer une dure bataille pour défendre l'enseignement public, laïque, démocratique et scientifique. Mais aussi leurs droits démocratiques ainsi qu'un futur qui vaut la peine d'être vécu.

Mais les problèmes des étudiants sont communs à ceux de l'ensemble de la société.

Alors que les gouvernements de tous les pays du monde, mettent à disposition de quelques banques plusieurs milliards, ils n'ont rien d'autre à offrir aux étudiants, aux enseignants et aux travailleurs en général, qu'une nouvelle attaque contre leurs droits et leurs conditions de vie.

Ensemble, il nous faut construire une vraie réponse, et lutter contre le vrai problème : le système capitaliste est incapable de répondre à nos attentes et ne pourra jamais revêtir un « visage humain », même après le retrait de ces réformes. Il doit être remplacé par le socialisme, seul système garant d'égalité et de démocratie pour la majorité de la population, par l'appropriation sociale des moyens de production, et des lieux d'éducation, par les travailleurs, et les étudiants eux-mêmes.

RETRAIT DES LOIS PECRESSE !



Rejoins la lutte pour le socialisme
Union des Etudiants Communistes 31

contact@mjc31.org

0 637025 008

www.mjc31.org